Wilhelm Röpke et la Suisse : la dimension helvétique d'un parcours transnational

Autor(en): **Solchany, Jean**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **17 (2010)**

Heft 2: **Les intellectuels en Suisse au 20e siècle = Intellektuelle in der Schweiz im 20. Jahrhundert**

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-306565

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Wilhelm Röpke et la Suisse

La dimension helvétique d'un parcours transnational

Jean Solchany

Wilhelm Röpke: un intellectuel en Suisse.[1] Le constat n'est pas seulement géographique. Jusqu'à aujourd'hui, l'enracinement helvétique de cet économiste allemand né en 1899, la même année que Friedrich von Hayek, mais mort en 1966, soit un quart de siècle plus tôt que le futur récipiendaire du prix «Nobel» d'économie, n'a pas reçu l'attention nécessaire. Certes, il est souvent fait mention de l'admiration que Wilhelm Röpke voue à la Suisse.[2] Mais, semblable aux montagnes qui encadrent le Léman, au bord duquel il a vécu 30 années durant, professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales (IUHEI) de Genève, la dimension helvétique de son parcours est plus souvent perçue comme un décor qu'elle ne constitue le fond de l'analyse.[3] Non sans de bonnes raisons, Wilhelm Röpke est d'abord renvoyé à la crise weimarienne, rattaché à l'école ordolibérale allemande, associé à l'économie sociale de marché, présenté comme l'un des poids lourds du néolibéralisme international. Mais il importe de le situer dans l'environnement qui a vu sa spectaculaire métamorphose en un héraut du libéralisme. En effet, pour ne pas se réduire à une simple histoire des idées, l'histoire des intellectuels doit également analyser la réception de leur production et mettre en évidence les déterminants sociaux et idéologiques de leur «succès». Or, c'est précisément en Suisse, durant la guerre, que Wilhelm Röpke acquiert une visibilité sans pareil. Le rapport qu'il entretient avec sa terre d'accueil n'est d'ailleurs pas seulement de circonstance. Bien plus profond, il renvoie d'une part à l'inscription de sa pensée dans un horizon d'attente idéologique, celui des élites libérales-conservatrices, d'autre part au rôle considérable que joue le facteur suisse dans la maturation de l'une des formulations les plus sociologiques du credo néolibéral.

*

A certains égards, Wilhelm Röpke a été éclipsé par Friedrich von Hayek dans le panthéon des intellectuels néolibéraux. Pourtant, l'impact de *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart,* son premier grand succès, paru au printemps 1942 à Zurich, n'a pas été moindre que celui de la fameuse *Road to serfdom,* publié

à Londres deux ans plus tard.[4] A la fin de 1942, 10'000 exemplaires ont déjà été écoulés. Un chiffre considérable à l'échelle de la Suisse. Mais de quoi s'agit-il? Non pas d'un docte traité d'économie, mais d'une réflexion percutante sur un monde sorti de ses gonds, ravagé par l'industrialisation, la sécularisation, la massification, l'étatisme, le monopolisme, la prolétarisation. La civilisation est menacée de disparition, estime Wilhelm Röpke, qui refuse toutefois de sombrer dans le pessimisme. Sa thérapie se veut une «troisième voie», un «libéralisme constructif», un «humanisme économique» garant d'une politique économique loin des impasses du libéralisme classique et immunisée contre les tentations collectivistes.[5] Sa perspective dépasse l'horizon économique: la crise du monde moderne est d'abord spirituelle, sa résolution refondra la civilisation occidentale sur des bases saines. Comment expliquer le formidable écho rencontré par ces réflexions?

Sans conteste, Wilhelm Röpke n'est déjà plus un inconnu au début de 1942. Chassé par les nazis au lendemain de la prise du pouvoir, l'ancien professeur de Marbourg a acquis jeune la notoriété internationale qui lui permet d'être recruté à Istanbul en 1933 et à Genève en 1937. Mais la *Gesellschaftskrisis* change sa stature. Remarquable impresario de sa propre carrière, l'économiste multiplie conférences et publications. S'il y a des répétitions chez un auteur qui n'aurait pas dédaigné le copier/coller, ce stakhanovisme éditorial répond à une demande, reflète la remarquable adéquation entre sa vision du monde et un certain *Zeitgeist.* Bien au-delà des milieux libéraux, Wilhelm Röpke interpelle. Chez les économistes, Edgar Salin, le professeur d'origine allemande installé à Bâle depuis 1927, salue un succès tel qu'aucun économiste n'en avait connu depuis Werner Sombart.[6] Eugen Grossmann, professeur de statistiques et de sciences financières à l'Université de Zurich, loue un ouvrage appartenant au «si petit nombre des livres faisant véritablement avancer notre science».[7] Leur collègue Eugen Böhler, l'influent professeur de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, se livre en revanche à une charge virulente. Il reproche à Wilhelm Röpke d'opérer avec des concepts approximatifs ou déconnectés de la réalité, de manquer de rigueur dans ses analyses historiques, de proposer une perspective de réforme excessivement timide, en décalage, voire en contradiction avec sa dénonciation de la crise du monde contemporain. Sa critique est toutefois une réaction de défense face à un collègue devenu un redoutable concurrent dans la définition de la norme légitime en matière économique.[8]

Wilhelm Röpke bénéficie également d'une réception attentive du côté catholique. La *Schweizer Rundschau* publie une recension dithyrambique de la *Gesellschaftskrisis* sous la plume de Franz Seiler. Le *Vaterland* loue l'«étonnante profondeur» d'un livre qui tient des «propos nets et sans bavure sur les déviances du capitalisme et de sa manifestation collatérale naturelle, le socialisme».[9] Wilhelm Röpke

n'hésite pas à entreprendre directement le milieu catholique. Le 16 juillet 1943, il prononce une conférence à l'invitation du Club Felix de Zurich. Il développe notamment l'idée que libéralisme et catholicisme sont compatibles. Le jésuite Richard Gutzwiller, le «lion de Zurich», lui apporte il est vrai la contradiction.[10] Car l'économiste libéral suscite quelques réticences. Sa mise en cause du corporatisme indispose. On lui reproche aussi, par exemple Jakob Lorenz et sa revue *Das Aufgebot,* de s'approprier au nom du libéralisme une critique de la modernité et de l'individualisme qui serait d'abord l'apanage de la pensée catholique.[11] Mais, là encore, la critique reflète une audience incontestable. Le libéral protestant Röpke séduit un monde catholique attiré par le conservatisme de sa vision du monde. Certains responsables se réclamant du monde paysan y sont également sensibles.

Conseiller national, le catholique conservateur bâlois Hugo Gschwind dit à Wilhelm Röpke tout le bien qu'il pense de sa troisième voie avant de lui présenter sa propre action en faveur de la paysannerie.[12] Dans la *National-Zeitung,* Ernst Laur en personne fait la recension de la *Gesellschaftskrisis.*[13] Si son propos est négatif, le vieux leader paysan n'en avait pas moins été impressionné par plusieurs des articles de Wilhelm Röpke dans la *Neue Zürcher Zeitung*. En mars 1944, le professeur Oskar Howald, successeur d'Ernst Laur à la direction de l'Union suisse des paysans, invite à une conférence en citant Wilhelm Röpke parmi les principales références légitimant une politique de préservation du monde rural.[14] L'exaltation de la ruralité dans la sociologie röpkienne entre en résonance avec la représentation mythifiée du monde paysan que véhiculent hommes politiques, intellectuels et médias dans l'atmosphère lourdement consensuelle de la défense spirituelle.[15] Mais l'adéquation de la pensée de l'économiste à son environnement helvétique va plus loin puisque c'est la Suisse dans toutes ses dimensions, ou presque, qui est érigée en modèle. Pour l'un de ses plus fervents admirateurs, le journaliste de la *Neue Zürcher Zeitung* Carlo Mötteli, l'économiste se trouve en quelque sorte au «service de la défense spirituelle».[16]

Wilhelm Röpke est ainsi devenu une référence incontournable, évoquée à plusieurs reprises au Conseil national. Un député de l'Alliance des indépendants présente la *Gesellschaftskrisis* comme le *vademecum* de l'homme politique suisse. Un article sur Demosthène que Wilhelm Röpke a publié dans la *Neue Zürcher Zeitung* suscite l'éloge d'Eduard von Steiger.[17] Lui et Philippe Etter ne manquent pas de remercier l'économiste qui a pris le soin de leur envoyer son ouvrage vedette. En Romandie, Antoine Vodoz apprécie également Wilhelm Röpke, qu'il sait gré d'«enseigner d'autres principes que les règles étouffantes que certaines doctrines absolues nous proposent».[18] Le conseiller national Armin Meili, maître d'œuvre de la *Landi* de 1939, se réfère à l'économiste

pour développer sa conception de l'aménagement du territoire.[19] La ferveur est également au rendez-vous à un niveau plus anonyme. En juin 1942, Wilhelm Röpke est invité à prononcer une conférence à Arbon devant le groupe de haute Thurgovie de la Nouvelle Société Helvétique. La majorité des membres souhaite contribuer à la diffusion de ses «idées fortes et réconfortantes».[20] Grossiste en denrées coloniales à Thun, G. Streit-Lieer voit dans la troisième voie la justification de sa pratique professionnelle.[21] Courtier en immeuble à Genève, Louis Stalder approuve la vision röpkienne d'une société de (petits) propriétaires et précise qu'il a vendu depuis 1920 «près de 600'000 m^2 de terrain à près de 400 petits acheteurs».[22]

L'œuvre de l'économiste sert également de caution à des discours professionnels ou corporatistes. Dans le *Schweizerische Schreinerzeitung,* l'organe de la fédération des menuisiers et fabricants de meubles suisses, la *Gesellschaftskrisis* vient étayer un éditorial intitulé «L'avenir de l'artisanat».[23] B. Diethelm, le président de la fédération des lieux de cure suisses, établit quant à lui un parallèle entre Paracelse, le père de la balnéologie, et Wilhelm Röpke, l'auteur de la *Gesellschaftskrisis,* lorsqu'il évoque une «éthique du travail, du service et de la solidarité».[24] Mais certains milieux restent réfractaires. S'ils saluent dans la *Gesellschaftskrisis* un ouvrage critiquant le «capitalisme ploutocratique malade», la «dégénérescence de la démocratie» et la «déviance mortelle du socialisme marxiste», les *Nationale Hefte* regrettent son orientation antiallemande qui «rend un mauvais service à l'Occident et à la Suisse en particulier». Les voix les plus critiques viennent du côté socialiste. En juin 1942, Valentin Gitermann éreinte la *Gesellschaftskrisis* dans la *Rote Revue.* Wilhelm Röpke est accusé de disculper le capitalisme, de s'enferrer dans les contradictions, d'émettre des «jugements de valeur hautement subjectifs». L'économiste aurait en outre recours à une terminologie très floue. Sa définition du concept de massification *(Vermassung)* est ainsi jugée des plus approximative, simple reflet du «sentiment subjectif qui est celui des couches privilégiés de tous les temps face aux processus de modification de la stratification sociale», se situant donc bien loin des réflexions proposées par «Max Weber, Georg Simmel, Ernst Troeltsch et même Werner Sombart». L'analyse röpkienne du collectivisme est également rejetée par Valentin Gitermann comme tendancieuse et non scientifique, servant une entreprise de dénigrement du socialisme. Quant à son programme, il est qualifié de «réactionnaire, en dépit d'un enrobage progressiste, voire radical».[25] En 1943, le *Volksrecht* publie plusieurs articles hostiles, Max Weber, économiste de formation et conseiller national, ironisant sur le «complexe Röpke du parti radical-démocratique et de la grande industrie».[26] Les communistes ne sont pas en reste: dans *Anti-Röpke,* un pamphlet publié en 1944 par la maison d'édition du parti du travail, Christian Reinecke

dénonce le «nouveau prophète d'une partie importante de la bourgeoisie».[27] Indéniablement, le phénomène Röpke fait rejouer la ligne de faille séparant le camp marxiste du camp antimarxiste.

*

«Le bon message au bon moment», Wilhelm Röpke résume ainsi le sentiment de ses lecteurs enthousiastes.[28] L'économiste séduit par sa sociologie antimoderne en phase avec la *Weltanschauung* des élites bourgeoises. Son livre constitue un condensé des inquiétudes suscitées par l'irruption des «masses» dans l'histoire. Wilhelm Röpke est l'Ortega y Gasset de la Suisse des années de guerre. Traumatisées par les grèves de 1918, obnubilées depuis lors par la «menace» socialiste, plus ou moins sensibles aux mots d'ordre frontistes et aux discours de rénovation qui fleurissent dans les années 1930 avant de culminer dans le flottement suivant l'impensable effondrement français, les élites libérales-conservatrices s'interrogent sur l'avenir à un moment, le milieu de la guerre, où la gauche relève la tête. A cette inquiétude, Wilhelm Röpke apporte des réponses. La notion d'élites libérales-conservatrices mérite il est vrai d'être utilisée avec précaution car elle rassemble sous la même étiquette des figures et des sensibilités qui s'opposent sur bien des points. Quoi de commun en effet entre le journaliste Willy Bretscher, ferme opposant à toute dérive pro-allemande, le professeur William Rappard, symbole d'un certain internationalisme helvétique et l'industriel Caspar Jenny, l'un des principaux artisans de la pétition des 200? Pas grand chose, assurément, si ce n'est, malgré tout, une grammaire commune pour interpréter le monde et faire du socialisme et de l'étatisme la grande préoccupation. Autrement dit, opposer trop strictement libéralisme et conservatisme dans la Suisse des années 1940 serait artificiel. La *Neue Zürcher Zeitung* elle-même jette un regard indulgent sur le franquisme et le salazarisme.[29] L'obsession antimarxiste est aussi prononcée chez des libéraux comme Raymond Déonna ou Georges Rigassi que chez les conservateurs catholiques.[30] Il est possible de définir une matrice idéologique libérale-conservatrice dont les caractéristiques sont l'antisocialisme militant, la méfiance vis-à-vis de la modernité, un rapport ambivalent à la «démocratie de masse» et la recherche d'une alternative à un présent ressenti sur le registre du malaise.

A la fin des années 1930 et au début des années 1940, la *Neue Schweizer Rundschau* et les *Schweizer Monatshefte* ont proposé une offre idéologique où les dénonciations de l'étatisme et du libéralisme se mêlent étroitement aux discours sur la rénovation. A une époque où les certitudes démocratiques semblaient moins évidentes, les deux revues ont ouvert largement leurs colonnes à la vedette intellectuelle du moment, Gonzague de Reynold, qui dénonce à la fois l'emprise de l'Etat et l'agitation stérile des partis.[31] Dès 1941, le prophète

fribourgeois a toutefois perdu de son aura. Son heure est passée. Son profil est devenu trop radical. Mais les vieilles angoisses qui tenaillent les élites libérales-conservatrices n'ont pas disparu pour autant et l'évolution de la situation militaire ne rassure pas forcément. A l'automne 1942, Jann von Sprecher, le rédacteur en chef des *Schweizer Monatshefte,* évoque la perspective horrifique des Russes débouchant sur les bords du lac de Constance.[32] L'enjeu est toujours de faire barrage au «collectivisme» sous toutes ses formes. C'est alors que Wilhelm Röpke surgit sur la scène helvétique. Libéral déclaré, émigré de la première heure, insoupçonnable de compromission avec le nazisme, il a le profil idéal pour proposer une alternative aux perspectives autoritaires qui se démonétisent très rapidement à partir de 1942. Sa «troisième voie» rencontre un succès extraordinaire parce qu'elle constitue une idéologie d'accompagnement de la sortie de guerre, un programme de réconciliation avec le libéralisme compatible avec les interrogations des élites libérales-conservatrices.

Rien de ce que dit Wilhelm Röpke n'est en effet nouveau, ni étranger aux lecteurs des *Schweizer Monatshefte,* de la *Neue Schweizer Rundschau* ou de la *Neue Zürcher Zeitung*. Mais l'économiste propose une synthèse qui fait sens par son ambition de concilier ordre et liberté. Sa vision est suffisamment conservatrice et antimoderne pour séduire des élites qui ont admiré Salazar ou Mussolini, fait du Front populaire un épouvantail et critiqué le parlementarisme. Mais elle est également suffisamment libérale et constructive pour contrer la gauche sur le plan programmatique. Face au «collectivisme», l'économiste libéral est perçu comme un formidable antidote. Les publications libérales-conservatrices se l'arrachent. Alors que Gonzague de Reynold a disparu des tables des matières, la *Neue Schweizer Rundschau* et les *Schweizer Monatshefte* s'ouvrent largement au nouveau prophète des élites bourgeoises. Pour Walther Meier, le directeur des *Schweizer Monatshefte,* la pensée de l'économiste incarne tout simplement la ligne de la revue. En Suisse romande, Georges Rigassi, le directeur de *La Gazette de Lausanne* qui a longtemps flirté avec les idées autoritaires et copieusement publié Gonzague de Reynold, ne jure désormais plus que par l'économiste, dont il loue la «géniale explication de la grande crise moderne».[33] Il le prie instamment de lui envoyer des manuscrits, afin que son journal, «qui n'a jamais cessé de défendre les principes du libéralisme spirituel, puisse continuer à exercer cette mission [...] dans la période de fin de guerre et de préliminaires de paix».[34] On ne saurait mieux exprimer la fonction de relais qu'assure Wilhelm Röpke dans les imaginaires libéraux-conservateurs à la recherche d'un outillage idéologique pour penser l'après-guerre entre continuité et rupture.

*

En dépit de son pessimisme culturel, Wilhelm Röpke reste un vrai libéral, en particulier dans ses conceptions économiques. Catholiques et socialistes ne s'y sont pas trompés. A l'inverse, ses soutiens les plus actifs se situent dans le camp libéral *stricto sensu.* Au centre du réseau röpkien figure la *Neue Zürcher Zeitung,* qui publie l'économiste depuis les années 1930. Willy Bretscher accorde une importance cardinale aux thèses de la *Gesellschaftskrisis,* dont il fait distribuer un exemplaire à chacun des membres de la rédaction.[35] Pour l'économiste émigré, Willy Bretscher constitue une formidable ressource à laquelle il fait appel pour se mouvoir dans un environnement helvétique parfois malaisé à décrypter pour un non natif. Les deux hommes élaborent une véritable stratégie d'action. L'idée est de ne pas exposer l'économiste au reproche d'être un intellectuel étiqueté PRD.[36] Mais si Wilhelm Röpke peut se sentir redevable, Willy Bretcher et les idées qu'il incarne doivent à l'inverse beaucoup à un intellectuel qui semble enfin offrir une perspective à un libéralisme helvétique qui a traversé de nombreuses épreuves depuis la fin de la Première Guerre mondiale et vu son ancienne prééminence sur la vie politique mise à mal.[37] Durant la guerre, la montée en puissance des idées interventionnistes dans les débats nationaux et internationaux constitue un nouveau défi. Lors de son congrès de Genève en avril 1943, le PRD a infléchi sa ligne à gauche. Mais le parti est hétérogène, et ses éléments les plus acquis au libéralisme économique ou les plus proches du conservatisme ne sauraient se satisfaire d'une telle évolution. A l'automne 1945, Hans Sulzer, président du *Vorort,* membre éminent du PRD, résume bien des inquiétudes en dénonçant les risques d'une législation sociale trop avancée, supposée conduire à la dictature.[38] Il reprend là une antienne familière. De la fin des années 1920 jusqu'aux années de guerre, toute une série de groupes de pression ont fait leur apparition à l'initiative de milieux patronaux et ont martelé inlassablement les mêmes messages antisocialistes et antiétatistes sur fond de mise en cause de l'ordre établi.[39] Alors que le libéralisme économique est violemment critiqué depuis le début des années 1930, les intellectuels et les industriels qui lui demeurent acquis envers et contre tout sont à la recherche d'une reformulation attractive de ses fondements, susceptible de reconquérir l'opinion.

Là encore, Wilhelm Röpke comble une attente en affirmant que «l'humanité se laissera vraisemblablement emporter, fataliste, par le tourbillon du collectivisme aussi longtemps qu'elle n'aura pas devant les yeux un autre objectif palpable, autrement dit qu'elle n'aura pas face au collectivisme un contre programme pour lequel elle pourra vraiment s'enflammer».[40] Derrière la critique appuyée du laissez-faire et du capitalisme, au-delà de l'antimodernisme, se profile une réhabilitation du principe libéral de la part d'un intellectuel qui n'a jamais douté de sa validité, le défendant déjà bec et ongle à l'époque weimarienne. Grâce à une narration habile, le rejet des «erreurs» du «libéralisme classique» sert à

souligner les mérites d'un nouveau libéralisme qui, fondamentalement, rejette l'interventionnisme économique comme stratégie de redressement. Nulle surprise que la parole röpkienne soit écoutée par les lobbies antiétatistes. Eduard Seiler, qui fut le secrétaire de la Ligue du Gotthard en 1941 avant de prendre en charge le *Redressement national (Aktionsgemeinschaft nationaler Wiederaufbau)* en 1942, est un lecteur fervent de la *Gesellschaftskrisis*. Robert Eibel, personnage clé de ces milieux antiétatistes, un radical zurichois dont les deux maîtres à penser sont Adam Smith et Jose Ortega y Gasset, apprécie également l'économiste et juge nécessaire la publication de versions abrégées de son œuvre.[41] La Société pour le développement de l'économie suisse *(Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft),* qui se constitue en 1942 afin de relayer la voix du grand patronat dans l'opinion, marque également son intérêt pour l'économiste genevois. Son directeur, Hermann Büchi, l'ex-journaliste des *Basler Nachrichten,* tient à le rencontrer personnellement pour le convaincre de contribuer activement aux activités de l'organisation. Quant à Raymond Déonna, secrétaire de la section romande de la SDES, il publie en 1943 la version française d'un article d'abord paru dans les *Schweizer Monatshefte,* où Wilhelm Röpke dénonçait le plan Beveridge.[42] Ce dernier n'est pas considéré comme la réponse adéquate à la «prolétarisation», au «déracinement», bref aux conséquences sociales et culturelles de la crise du monde contemporain. Au lieu de promouvoir la «déprolétarisation», le «système moderne de l'assistance de masse mécanisée et obligatoire» n'est rien d'autre que la continuation «im fortissimo du *vieux jeu*[43] de la politique sociale bismarckienne», avec à la clef «encore plus d'assurance sociale, encore plus de bureaucratie sociale, encore plus de transferts de revenus, encore plus de paperasses, encore plus de cotisations, encore plus de concentration de pouvoir, de revenu national et de responsabilité entre les mains d'un Etat qui de toute façon recense, régule, concentre, contrôle tout».[44]

Mais l'économiste refuse de trop s'impliquer. Collaborer activement avec le *Redressement national* ou la *Société pour le développement de l'économie suisse* le conduirait à se rapprocher de Robert Eibel, qui se trouve à couteaux tirés avec Willy Bretscher. Or, pour Wilhelm Röpke, le lien avec la *Neue Zürcher Zeitung* est vital. Plus que l'enrôlement au service de telle ou telle organisation, qui risquerait de menacer sa réputation, l'économiste préfère les contacts avec des individus, à l'instar de la relation qui s'instaure à partir de l'été 1942 avec Albert Hunold. Le secrétaire de l'Association des établissements de crédit zurichois est lui aussi un homme soucieux de mobiliser le milieu libéral et patronal contre toute dérive à gauche du PRD. S'il n'est pas hostile, loin s'en faut, à la philosophie des groupes de pression patronaux, Wilhelm Röpke aspire à agir en toute autonomie, sous la forme d'une commission d'étude dont la vocation serait d'éclairer l'opinion sur les principaux problèmes de la réforme économique. Ce projet dont la

paternité revient à Carlo Mötteli et auquel Albert Hunold adhère activement est jugé primordial par Wilhelm Röpke pour sauver la Suisse du collectivisme et des lobbies.[45] En se situant dans une logique, sinon de dépassement de l'ordre existant, du moins de prise d'influence sur un Etat jugé défaillant ou faible, il rejoint donc les préoccupations de la mobilisation antiétatiste. Si le projet de Wilhelm Röpke n'aboutit pas, conclure à un échec de sa stratégie de promotion serait erroné. Ses idées circulent dans les milieux patronaux et gouvernementaux, servent à étayer les analyses, voire les décisions. En décembre 1942, le délégué du Conseil fédéral à la création d'emploi, Otto Zipfel, n'apprécie guère que Carlo Mötteli ait recours aux concepts de l'économiste genevois pour dénigrer son action. En octobre 1943, le département des finances refuse un temps de débloquer des crédits à Otto Zipfel en se référant à un article que Wilhelm Röpke a publié au mois d'août précédent sur les dangers des politiques de plein emploi d'inspiration keynésienne. Le délégué au plein emploi considère alors que les théories de Wilhelm Röpke sont instrumentalisées par les adversaires de sa politique et souhaite le rencontrer au plus vite.[46] L'affaire est moins anecdotique qu'elle ne reflète l'appropriation des idées de Wilhelm Röpke par les décideurs.

En l'espace de quelques mois, une année ou deux tout au plus, l'économiste émigré a donc émergé comme une grande figure intellectuelle, presque comme le le prophète de la cause anticollectiviste que beaucoup attendaient dans l'opinion libérale-conservatrice. On peut parler d'un moment helvétique dans le parcours de Wilhelm Röpke, qui se sent en étroite symbiose avec son pays d'accueil, décrit comme le «lieu idéal, comme choisi par la providence, à partir duquel on peut travailler à l'avenir de l'Europe dans la tranquillité et avec circonspection».[47] Car l'ancrage helvétique n'a pas été ressenti par l'économiste comme un enfermement. S'il ne peut pas voyager durant la guerre, la correspondance avec le reste de l'Europe et le monde anglo-saxon ne s'interrompt jamais vraiment. Certes, en portant un diagnostic sévère sur la crise du monde moderne, l'économiste s'adonne à un genre aux confins de l'analyse et de l'essayisme fort prisé en Suisse. Il a été précédé sur cette voie par plusieurs intellectuels aujourd'hui tombés dans l'oubli, mais alors renommés, notamment Max Picard et Hans Zbinden.[48] Ses analyses recoupent également celles du philosophe Hans Barth, longtemps rédacteur à la *Neue Zürcher Zeitung*. Mais la sociologie röpkienne ne reflète pas une hypothétique spécificité helvétique. On peut y voir la variante, certes actualisée et reformulée au prisme du néolibéralisme, d'une sociologie antimoderniste répandue dans l'espace germanique depuis le tournant du siècle, familière des sociologues et des économistes de l'époque weimarienne. Plus largement, de Jacob Burchkhardt à Jose Ortega y Gasset, toute une sociologie empreinte de pessimisme culturel séduit le monde occidental à l'heure des totalitarismes et du conflit mondial. Aux Etats-Unis, durant

les années de guerre, la réception du célèbre historien de l'art suisse connaît un spectaculaire *revival*[49] tandis que prolifère un essayisme antimoderniste qui n'est pas sans rappeler celui de Wilhelm Röpke.[50] Pour ce dernier, la Suisse a constitué le cadre idéal dans lequel il a pu préciser ses idées et tester leur impact sur un échantillon d'opinion occidentale.

*

A certains égards, l'espace helvétique n'a toutefois représenté qu'une caisse de résonance par défaut. Après 1945, la dimension suisse joue un rôle moindre dans le parcours de Wilhelm Röpke, qui devient un représentant gyrovague du néolibéralisme international. Dès l'immédiat après-guerre, il multiplie les conférences de par l'Europe. Dans les années 1950 et 60, il se rend à plusieurs reprises aux Etats-Unis, voyage en Amérique latine, au Japon, en Afrique. Ses réseaux sont résolument internationaux, en liaison avec le développement de la Société du Mont Pèlerin fondée en avril 1947 et dont il est l'une des principales figures.[51] Mais c'est en Suisse que Wilhelm Röpke continue de demeurer et d'enseigner, en dépit des nombreuses propositions qui lui sont faites à l'étranger. La Confédération s'affirme comme l'un des principaux foyers du néolibéralisme. Si Ludwig von Mises a gagné les Etats-Unis en 1940, William Rappard et Wilhelm Röpke confèrent toujours une forte coloration libérale à l'IUHEI.[52] Si la Société du Mont Pèlerin est indubitablement une organisation internationale, sa genèse et son financement renvoient également à un contexte plus spécifiquement helvétique, Wilhelm Röpke et Albert Hunold ayant joué un rôle majeur dans la mobilisation du monde patronal en faveur du néolibéralisme.[53] Celui qui reste jusqu'en 1960 le secrétaire de la Société du Mont Pèlerin est également le personnage clé de l'Institut suisse de recherches internationales, relais efficace à partir de 1950 des idées néolibérales avec le soutien du monde patronal, Hans Sulzer en tête.[54] Albert Hunold incarne à la fois un néolibéralisme qui puise sa dynamique dans la mobilisation internationale née à la fin des années 1930 du colloque Walter Lippmann de Paris et un militantisme libéral plus spécifiquement helvétique qui, sous une forme plus aseptisée et internationalisée, prolonge l'antiétatisme de l'entre-deux-guerres.[55] L'affirmation du néolibéralisme en Suisse ne s'explique pas seulement par le rôle de plaque tournante intellectuelle que joue ce pays: il est également le produit d'un humus idéologique favorable.

Wilhelm Röpke continue donc d'être sollicité dans son cadre helvète. Il cultive ses liens avec les conseillers fédéraux du passé et du présent, correspondant avec Marcel Pilet-Golaz et Hans Schaffner. Hans Sulzer est un interlocuteur régulier, de même que Heinrich Homberger, le directeur du *Vorort*. En mai 1958, ce dernier apprécie particulièrement un article critique de Wilhelm Röpke sur le marché

commun. Le texte est destiné à ORDO, la revue des ordolibéraux allemands, mais Heinrich Homberger en souhaite la diffusion préalable dans les milieux helvétiques.[56] Il tient également à ce que Raymond Déonna, devenu en 1957 directeur général de la Société pour le développement de l'économie suisse, en assure la traduction française.[57] En mai 1962, Walter Schwegler, le président du directoire de la banque nationale suisse, se dit redevable à l'économiste dans son orientation sur les questions monétaires.[58] Quelques mois auparavant, Wilhelm Röpke a été sollicité par Eduard Seiler, le directeur du Redressement national, pour donner son avis sur le nouveau programme de l'organisation.[59] Docteur *honoris causa* de l'université de Genève en 1960, il conserve une remarquable visibilité. En 1950, Radio Berne lui a proposé de faire une série d'émissions sur les grandes personnalités de l'histoire.[60] En 1957, l'association Suisse/Israël souhaiterait le voir adhérer.[61] En 1961, Ernst Mögeli, le directeur du service suisse de renseignement, lui propose d'intégrer son organisation.[62] L'économiste est également sollicité par Hanna Seiler-Frauchinger. La présidente depuis 1960 du *Bund der Schweizerinnen gegen das Frauenstimmrecht* est à la recherche d'une caution prestigieuse pour mener son combat.[63]

L'adaptation de l'émigré allemand à son biotope helvète apparaît remarquable. Considérée comme un modèle, la Suisse joue un rôle non négligeable dans l'édification d'un meilleur des mondes röpkien qui confine à l'utopie antimoderniste, aux antipodes des «masses», de l'«interventionnisme» et des concentrations industrielles. Dans *Civitas Humana,* son deuxième grand succès, l'économiste-sociologue dresse le fascinant portrait de la ville idéale sous les traits d'un bourg de l'Oberland bernois.[64] Sa correspondance est emplie de considérations élogieuses sur les petites cités helvétiques.[65] Wilhelm Röpke se sent particulièrement proche de la Suisse alémanique. Pour l'aimer, précise-t-il dans son journal, il ne faut pas être de la grande ville.[66] Sur un plan plus explicitement idéologique, c'est une certaine Suisse avec laquelle l'économiste se sent en phase, celle qui, à Genève, désavoue Léon Nicole lors des élections de 1945, celle de la *Neue Schweizer Rundschau* dont il regrette la disparition en 1955, celle du secret bancaire et de la discrétion genevoise.[67] Certes, durant les années 1960, Wilhelm Röpke se demande si des «signes de ramollissement» ne se font pas également jour en Suisse.[68] Une anxiété partagée par ses proches amis suisses, à l'instar du professeur de Zurich Olaf Gigon ou de l'écrivain Max Picard, pour qui les Allemands et les Suisses sont sur la voie de la bolchevisation («vorbolchevisiert»).[69]

En dernière analyse, l'ancrage helvétique de Wilhelm Röpke nous renseigne sur le conservatisme qui se trouve au fondement de sa vision du monde. La pensée röpkienne apparaît comme une sociologie globale, comme l'une des déclinaisons les plus ambitieuses du néolibéralisme, trop souvent réduit encore

à sa seule dimension économique. Elle puise sa force de suggestion dans une culture de l'antimodernité solidement inscrite dans les imaginaires helvétiques. C'est en Suisse que l'économiste dit avoir pris conscience de la possibilité d'un conservatisme sain.[70] Pour autant, l'affirmation du conservatisme röpkien n'est pas le produit d'une indigénisation de sa pensée. Les références à des penseurs comme Gustave Thibon, Hilaire Belloc, Gilbert Keith Chesterton ou Jose Ortega y Gasset, les liens importants qu'il noue à partir des années 1950 avec les néoconservateurs américains, notamment Russel Kirk et William Buckley, démontrent que Wilhelm Röpke se meut dans un horizon transnational du conservatisme. Par son parcours, ses réseaux, ses déplacements, son rôle de passeur culturel, il en illustre la matérialité par delà les frontières, il incarne également la porosité de la frontière entre libéralisme et conservatisme. Dans une histoire du libéral-conservatisme encore à écrire à l'échelle occidentale, la Suisse n'est pas un *Sonderfall,* mais l'un des lieux de précipitation d'une idéologie complexe et ubiquitaire.

Notes

1 Je tiens à remercier Alain Clavien et Olivier Longchamp d'avoir bien voulu accepter de relire le manuscrit de cet article. Je reste bien sûr seul responsable de son contenu.

2 Peu d'historiens travaillent sur l'histoire du néolibéralisme qui est d'abord l'affaire d'économistes, de sociologues et de politologues. Sur la pensée de Wilhelm Röpke, voir: Helge Peukert, *Das sozialökonomische Werk Wilhelm Röpkes,* Francfort 1992; Sylvia Anna Skwiercz, *Der Dritte Weg im Denken von Wilhelm Röpke,* Würzburg 1988.

3 Elle est peu prise en considération par la seule biographie sérieuse de l'économiste: Hans-Jörg Hennecke, *Wilhelm Röpke. Ein Leben in der Brandung,* Zurich 2005. Des éléments toutefois dans Katharina Bretscher-Spindler, *Vom heissen zum kalten Krieg. Vorgeschichte und Geschichte der Schweiz im Kalten Krieg 1943 bis 1968,* Zurich 1997; Hans-Ulrich Jost, *Le salaire des neutres. Suisse 1938–1948,* Paris 1999.

4 Wilhelm Röpke, *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart,* Erlenbach-Zurich 1942.

5 *Ibid.,* 11, 43.

6 Edgar Salin, «Ein dritter Weg?», *Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft* 78 (1942), 4, 237–245.

7 Nachlass Wilhelm Röpke (désormais NR), Institut für Wirtschaftspolitik, Cologne, dossier Briefe 1940–1942, Lettre d'Eugen Grossmann à Wilhelm Röpke (désormais WR), 15. 4. 1942.

8 Eugen Böhler, *Zur Neuordnung von Wirtschaft und Gesellschaft,* Separatabdruck aus dem *Aargauer Tagblatt,* 1942, première publication les 19., 20. et 21. 5. 1942; Eugen Böhler, «Staatspolitische Postulate der Wirtschafts- und Sozialpolitik», *Industrielle Organisation* 4 (1942), 1–15.

9 Franz Seiler, «Krise und Genesung», *Schweizer Rundschau* 2 (1942/1943), Separatabdruck, «Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart», *Vaterland,* 16. 3. 1942.

10 NR, dossier MZ 42–43, Lettre du 30. 7. 1943 de WR à Joseph Zürcher; Tagebuch Wilhelm Röpke, Privatbesitz Hans Willgerodt (désormais TB), entrée du 30. 7. 1943 «Begegnung mit dem Katholizismus». Je remercie vivement Monsieur Hans Willgerodt d'avoir mis les journaux de son oncle à la disposition de ma recherche.

11 «Wirtschaftshumanismus», *Das Aufgebot* 10/45 (1942); Jakob Lorenz, «Die wirtschaftliche Lage der Katholiken in der Schweiz», *Schweizer Rundschau* 6 (1942/43), 267–273.
12 NR, dossier AL 42–44, Lettre du 6. 6. 1942 de Hugo Gschwind à WR.
13 Ernst Laur, «Die Gesellschaftskrise der Gegenwart», *National-Zeitung*, 12. 8. 1941.
14 NR, dossier Gesellschaftskrisis, Tract pour une conférence intitulée «Grundzüge einer bäuerlichen Sozialpolitik».
15 Sur les représentations du monde paysan dans la Suisse des années de guerre, voir Werner Baumann, Peter Moser, *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918–1968*, Zurich 1999.
16 Carlo Mötteli, «Der Dritte Weg», *Neue Zürcher Zeitung*, 16. 5. 1942.
17 NR, dossier Rüstow, Lettre du 13. 7. 1942 de WR à Alexander Rüstow.
18 NR, dossier Fan Mail II, Lettre du 23. 9. 1943 d'Antoine Vodoz à WR.
19 NR, dossier AL 42–44, Lettre du 12. 6. 1942 de Hermann Frey à WR.
20 NR, dossier MZ 42–43, Lettre du 7. 6. 1942 de E. Munz à WR.
21 NR, dossier Fan Mail II, Lettre du 29. 5. 1943 de G. Streit-Lier à WR.
22 NR, dossier Fan Mail II, Lettre du 1. 2. 1944 de Louis Stalder à WR.
23 «Die Zukunft des Handwerks», *Schweizerische Schreinerzeitung*, 7. 8. 1942, 361–362.
24 B. Diethelm, *Die Ethik der Heilbäder* (Publikation des Verbandes der schweizerischen Badekurorte 3).
25 Valentin Gitermann, «Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart. Bemerkungen zu einem Buch von Wilhelm Röpke», *Rote Revue. Sozialistische Monatsschrift* 21/10 (1942), 337–351.
26 «Röpke und Beveridge», *Volksrecht*, 24. 8. 1943; «Das Trauma des Herrn Röpke», *Volksrecht*, 29. 9. 1943; Walther Bringolf, «Die neue gegen die alte Schweiz», *Volksrecht*, 11. 10. 1943; «Missbrauchte Wissenschaft», *Volksrecht*, 16. 10. 1943.
27 Christian Reinecke, *Anti-Röpke. Eine Streitschrift über Volkswirtschaft und Politik*, Zurich 1946, citation, 31.
28 NR, dossier Rüstow, Lettre du 25. 3. 1942 de WR à Alexander Rüstow.
29 Sur ce journal, voir Thomas Maissen, *Die Geschichte der NZZ 1780–2005*, Zurich 2005.
30 Voir la longue série d'articles que Raymond Déonna publie dans les *Schweizer Monatshefte* des années de guerre sur le thème de la «menace» communiste.
31 Voir Aram Mattioli, *Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg 1997.
32 Jann von Sprecher, «Die Schweiz vor der Neuordnung Europas», *Schweizer Monatshefte* 22/7 (1942/43), 359–370, ici 365.
33 Il s'agit de la dédicace d'un texte adressé à Wilhelm Röpke: NR, Georges Rigassi, *Notre libéralisme. Une mise au point nécessaire*, Lausanne 1941. Sur Georges Rigassi et le libéralisme vaudois, voir Roland Butikofer, *Le refus de la modernité. La Ligue vaudoise: une extrême-droite et la Suisse*, Lausanne 1996.
34 NR, dossier MZ 42–43, Lettre du 10. 2. 1943 de Georges Rigassi à WR.
35 NR, classeur Briefe 40–42, Lettre du 27. 3. 1942 de Willy Bretscher à WR.
36 NR, dossier AL 42–44, Lettre du 30. 7. 1942 de WR à Willy Bretscher; Lettre du 4. 8. 1942 de Willy Bretscher à WR.
37 Voir Michael Gerkhen, *«Im Zeichen einer wahrhaft eidgenössischen Solidarität». Krise und Stabilisierung des Freisinns zwischen 1929 und 1947*, Berne 2002.
38 *Ibid.*, 418.
39 Voir Christian Werner, *Für Wirtschaft und Vaterland. Erneuerungsbewegungen und bürgerliche Interessengruppen in der Deutschschweiz 1928–1947*, Zurich 2000.
40 Röpke (voir note 4), 226.
41 NR, dossier MZ 42–43, Lettre du 11. 12. 1942 de Walter Stucki à WR. Sur Robert Eibel et son profil très conservateur, cf. Werner (voir note 39).
42 NR, dossier AL 42–44, Lettre du 19. 3. 1943 de Hermann Büchi à WR; Lettre du 28. 7. 1943 de Raymond Déonna à WR.
43 En français dans le texte.

44 Wilhelm Röpke, «Der Beveridgeplan», *Schweizer Monatshefte* 22/3–4 (avril 1943–mars 1944), 159–173, 170–171.
45 NR, dossier MZ 42–43, Lettre du 14. 10. 1943 de WR à Carlo Mötteli.
46 Voir NR, dossier MZ 42–43, correspondance entre Otto Zipfel et WR.
47 NR, dossier Rüstow, Lettre du 7. 8. 1941 de WR à Alexander Rüstow.
48 Max Picard, *Die Flucht vor Gott,* Erlenbach-Zurich 1934; Hans Zbinden, *Die Moralkrise des Abendlandes. Ethische Grundfragen europäischer Zukunft,* Berne 1940.
49 Lionel Gossman, «Jacob Burckhardt: Cold War Liberal?», *The Journal of Modern History* 74 (2002), 538–572.
50 Par exemple Pitirim Sorokin, *The Crisis of Our Age,* New York 1942.
51 Sur la Société du Mont Pèlerin, voir: Philip Plickert, *Wandlungen des Neoliberalismus. Eine Studie zu Entwicklung und Ausstrahlung der «Mont Pèlerin Society»,* Stuttgart [2008]; Bernhard Walpen, *Die offenen Feinde und ihre Gesellschaft. Eine hegemonietheoretische Studie zur Mont Pèlerin Society,* Hambourg 2004.
52 Sur William Rappard, voir Victor Monnier, *William E. Rappard. Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale,* Genève 1995.
53 Sur le rôle joué par Albert Hunold et les financements helvétique de la conférence du Mont Pèlerin, voir Yves Steiner, «Les riches amis suisses du néolibéralisme», *traverse* 1 (2007), 114–126.
54 Sur l'Institut suisse de recherches internationales, voir Olivier Longchamp, Yves Steiner, «The Contribution of the Schweizerisches Institut für Auslandforschung to the International Restoration of Neoliberalism (1949–1966)», EBHA – 11th Annual Conference Geneva, 13–15 Sept. 2007, http://www.unige.ch/ses/istec/EBHA2007/papers/LongchampSteiner.pdf.
55 Sur le colloque Walter Lippmann, voir François Denord, «Aux origines du néolibéralisme en France. Louis Rougier et le Colloque Waler Lippmann de 1938», *Le Mouvement Social* 195 (2001), 9–34.
56 NR, dossier AK 57–58, Lettre du 7. 5. 1958 de Heinrich Homberger à WR; Lettre du 8. 5. 1958 de WR à Heinrich Homberger.
57 NR, dossier AK 57–58, Lettre du 11. 6. 1958 de WR à Albert Hunold.
58 NR, dossier AK 62, Lettre du 8. 5. 1962 de Walter Schwegler à WR.
59 NR, dossier AK 61, Lettre du 16. 10. 1961 d'Eduard Seiler à WR.
60 NR, dossier AK 49–52, Lettre du 24. 10. 1950 de K. Rinderknecht à WR.
61 NR, dossier AK 57–58, Lettre du 13. 2. 1957 de WR à Max Gurney.
62 NR, dossier AK 60–61, Lettre du 21. 8. 1961 d'Ernst Mörgeli à WR.
63 Plusieurs courriers dans NR, dossier AK 65.
64 Wilhelm Röpke, *Civitas Humana. Grundfragen der Gesellschafts- und Wirtschaftsreform,* Erlenbach-Zurich, 1944, 70.
65 Voir par exemple le vibrant éloge de Winthertur dans NR, dossier Rüstow, Lettre du 16. 5. 1942 de WR à Alexander Rüstow.
66 TB, entrée du 6. 2. 1959.
67 NR, dossier Zeitschrift, Lettre du 12. 11. 1945 de WR à Friedrich von Hayek; NR, dossier AK 54–55, Lettre du 30. 4. 1955 de WR à Walter Meier; TB 1960–1964, entrée du 12. 6. 1960.
68 NR, dossier AK 64–65, Lettre du 6. 5. 1964 de WR à Albert Hunold.
69 NR, dossier AK 64–65, Lettre du 29. 4. 1964 de Max Picard à WR.
70 TB 1960–1964, entrée du 1. 3. 1962.

Zusammenfassung

Wilhelm Röpke und die Schweiz. Die Bedeutung der Schweiz innerhalb einer länderübergreifenden Entwicklung

Wilhelm Röpke (1899–1966) war der Schule des wirtschaftlichen Ordoliberalismus zugewandt, gehörte zu den geistigen Vätern des deutschen Wirtschaftswunders und wurde als Inbegriff des Neoliberalismus gehandelt – aber man muss ihn auch innerhalb seines Umfelds betrachten, das seine Wandlung zu einem medienwirksamen Intellektuellen miterlebt hat. In der Schweiz, während des Zweiten Weltkriegs, publizierte der Ökonom, Zeitgenosse von Hayek und wohnhaft in Genf seit 1937, Bestseller, die aus ihm in den Augen der liberalkonservativen Eliten einen Propheten machten und seine grosse internationale Bekanntheit der Nachkriegszeit einleiteten. Die Schweiz als internationale Drehscheibe eröffnete Wilhelm Röpke auch zahlreiche Publikationsmöglichkeiten und bot ihm den idealen Rahmen für den Aufbau zahlreicher Netzwerke zur Förderung des Neoliberalismus. Aber die Schweiz war für den deutschen Intellektuellen darüber hinaus auch ein Modell, das seiner Vision einer liberalkonservativen Welt entsprach.

(Übersetzung: Ursula Rettinghaus)